

plus instruits et les plus prévoyants, M. Chamberlain, aidé par un conseil de négociants et de bourgeois, qui ont cru simplement remplir leur devoir d'administrateurs en assurant à la ville un large revenu, et en détruisant une source continue de maladies contagieuses. L'Angleterre est peut être le seul grand État moderne où la classe capitaliste consente à se défaire petit à petit de ses privilèges les plus précieux ; chez les autres nations, toutes les classes de propriétaires s'élèvent comme un seul homme pour défendre leurs intérêts. Dans les villes anglaises, les négociants et les industriels n'ont pas craint d'exproprier les propriétaires des terrains, des gazomètres et des installations d'eau potable, et ils ont été aidés et stimulés dans leur initiative par l'opinion publique éclairée et consciente de l'importance qu'ont acquises aujourd'hui les questions sociales. Mais en aucun autre pays on ne trouve un ensemble de conditions aussi propices pour des réformes véritablement saines et fécondes : le respect pour les formes antérieures des vieilles institutions et l'audace qui les dépouille de leur substance intime et n'en laisse subsister que l'enveloppe ; l'instruction répandue qui empêche une classe ou un groupe social de se servir de la machine gouvernementale et municipale pour se procurer des faveurs illégales au dommage de la société entière ; l'ascension continue et ininterrompue de la classe des travailleurs patiemment organisée et tournée vers la conquête des avantages matériels immédiats. C'est seulement par un ensemble extraordinaire de circonstances qu'on a pu avoir ainsi le spectacle étrange d'une nation, où le socialisme est la doctrine d'un petit nombre d'esprits cultivés et où les expériences socialistes ont eu leur application la plus large et la plus heureuse, où les ouvriers ont très peu de représentants au Parlement et où cependant on trouve la série la plus imposante de lois rigoureusement appliquées pour la protection de la classe des travailleurs.

Dans les pays dans lesquels les classes dirigeantes des propriétaires considèrent l'État et les municipalités comme une excellente machine pour accroître leurs revenus, pour se faire octroyer des monopoles lucratifs, l'avènement de ce qu'on appelle socialisme municipal, et spécialement l'impôt sur la rente immobilière, ne sera possible que lorsque le prolétariat sera devenu une force politique et économique grandiose. Alors, non pas avant, l'impôt sur la rente pourra devenir une réalité ; mais alors il sera peut être trop tard. Le détritus d'or que le monopole du sol dépose chaque année dans les écrins des propriétaires aura augmenté dans de telles proportions qu'une expropriation graduelle et une absorption lente, quoique